

LE TRAIT-D'UNION

SYNERGIE-OFFICIERS

OFAST LA LUTTE CONTRE LES STUPÉFIANTS 2.0



LE CHEF CIC UN OFFICIER AU COEUR DE L'URGENCE



**SYNERGIE
OFFICIERS**

Revue trimestrielle
Sept. 2020 • n°229 • 3,00 €

SOMMAIRE

SYNERGIE
OFFICIERS

le trait d'union n°229

N° 229 - 3^{ème} Trimestre 2020Revue trimestrielle d'information
du Syndicat Synergie-OfficiersAffilié à la CGC par le canal exclusif
de l'Union Fédérale des Cadres des
Fonctions Publiques (CFE-CGC)Publication inscrite
à la commission paritaire de presse
sous le n° CPPAP : 1020 S 05864
Valable jusqu'au 31 octobre 2020Synergie-Officiers
3, Bd du Palais - 5^{ème} étage 75004 PARIS
Tél. : 01 40 13 02 85 Fax : 01 40 28 47 73
bureau.national@synergie-officiers.comAbonnement
Un an, 4 numéros : 10 €
Contacter le Secrétariat au 01 40 13 02 85Directeur de la publication
Patrice RIBEIRORédacteur en chef
Alain ROMANETRédaction
Benjamin ISELI, Gaëlle JAMES,
Isabelle TROUSLARD,
Frédéric BISANCON, Benoît EBEL et les
membres de la section des retraitésMaquette et réalisation
Éditions Crépin-Leblond
14 rue du Patronage Laïque
52902 Chaumont
Tél. : 03 25 03 87 48 Fax : 03 25 03 87 40

3 ÉDITO

4 DOSSIER DE FOND

- OFAST : LA LUTTE CONTRE LES TRAFICS
DE STUPÉFIANTS 2.0
- LE CHEF CIC, UN OFFICIER
AU CŒUR DE L'URGENCE

12 GESTION

- LE DÉTACHEMENT : CAS PRATIQUE

18 SOUVENONS-NOUS

- LES VÉHICULES DE FOURRIÈRE
À LA PRÉFECTURE DE POLICE
DE PARIS

21 LU POUR VOUS

- «LE CARTEL DES FRAUDES»
DE CHARLES PRATS

22 GRILLE DE TRAITEMENTS IDF

24 GRILLE DE TRAITEMENTS PROVINCE

27 BULLETIN D'ADHÉSION

La nomination d'un nouveau ministre est toujours un événement, tant sa personnalité et son poids politique peuvent apporter ou au contraire préjudicier à la police nationale. L'équation globale permet ou non d'emporter des décisions au plus haut niveau, des arbitrages budgétaires ou des orientations politiques à court et moyen terme. La nomination de Gérald DARMANIN s'est accompagnée d'un changement de ton qui est lui-même le reflet d'un changement de paradigme au plus haut niveau de l'État. La fébrilité de l'Elysée après l'agit-prop de la SARL Traoré qui cherchait à surfer sur le mouvement BLM et l'importation de la déferlante américaine BLM, a laissé place à un retour à la raison et un constat sur l'ensauvagement de la société française. Partout la violence explose avec sa noria de faits divers plus sordides les uns que les autres : agressions, dévastations, intimidations, rixes, usages immodérés des armes blanches et à feu, augmentations sans précédent des règlements de compte... Depuis le déconfinement tous les chiffres sont dans le rouge. Désormais tous les territoires sont gagnés par un phénomène qui métastase jusqu'au cœur de territoires jusque-là épargnés.

Mais les postures trop martiales peuvent se voir contredites par la dégradation inexorable de la situation sécuritaire. Le risque est alors que la parole de l'État soit démonétisée par une réalité qui la dément quotidiennement. Certes, le déni et la cécité habitent toujours les fabricants d'opinion ou ceux qui croient encore l'être. Ils glosent sur les mots, anathémisent leurs auteurs en tentant de disqualifier les messagers pour éluder leur parole. Mais le déchaînement de sauvagerie auquel nos concitoyens assistent mérite un discours de vérité pour éviter qu'ils ne sombrent dans des solutions démagogiques. Poser le diagnostic, mettre des mots sur les maux, c'est reconnaître la souffrance de nos concitoyens, notamment les plus vulnérables pour qui la sécurité est un bien commun qu'ils n'ont pas les moyens de s'offrir isolément.



PATRICE RIBEIRO

C'est précisément dans ces quartiers que les policiers s'exposent chaque jour pour assurer l'ordre républicain.

C'est pourquoi le prisme du Ministre qui consiste d'abord et avant tout à améliorer le quotidien des policiers plutôt que de promouvoir une énième réforme (insupportable et ayant vocation à l'inachèvement) est, a priori, de bon aloi.

Les sommes conséquentes obtenues dans le cadre du plan de relance sont à saluer, notamment lorsqu'on les compare au budget hors T2 de la police.

Attention toutefois à ne pas céder aux mantras des «spin doctors» de la Com' et la tentation de retourner à la politique du chiffre qui est une négation de l'essence de la mission du policier. Le travail de la police est déjà analysé, chiffré, quantifié alors que celui de la Justice flotte dans une nébuleuse opaque. Taux d'incarcération ? Délais de jugement ? Révocations de sursis ? Traitement des multirécidivistes et des multiréitérants ? Il n'est pas question d'assigner des objectifs chiffrés aux policiers. Personne ne l'acceptera.

Nous avons en revanche des dossiers à solutionner pour les officiers et nous les portons au plus haut niveau pour enfin sortir de l'inertie : définition des postes de chefs de service nomenclaturés commissaires mais pouvant désormais échoir aux officiers, prime compensatoire pour combler la perte pécuniaire liée au passage de grade de commandant (Synergie-Officiers, seul syndicat du corps de commandement à siéger en CTRPN, a fait inscrire les textes au CTRPN du 1er octobre pour une application dès 2020), charte de gestion permettant de fluidifier les règles de mobilité et de promotion, attribution des indemnités spécifiques aux officiers nuitaux...

Nous ne lâchons rien, forts de la confiance grandissante que vous nous accordez.

Patrice RIBEIRO
Secrétaire général

OFAST :

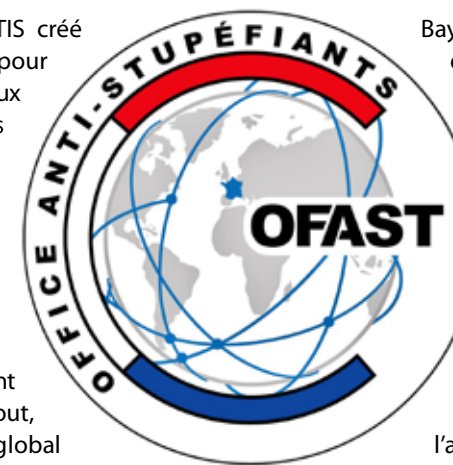
LA LUTTE CONTRE LES TRAFICS DE STUPÉFIANTS 2.0



Photo de la simulation d'interpellations retour de convoi, prise à OISSEL

Inauguré le 11 février 2020 lors d'une demi-journée ayant conjugué démonstration d'une simulation d'interpellations en retour de convoi au sein de l'école de Police de OISSEL, et discours du ministre de l'Intérieur, Christophe CASTANER, au sein des locaux Nanterrien, l'Office anti-stupéfiants (OFAST) a en réalité débuté officiellement son histoire le 1er janvier 2020.

Nouveau logo OFAST



Prenant le relais de l'OCRTIS créé le 3 août 1953, l'OFAST a pour mission de répondre aux objectifs du plan stupéfiants constitué de 55 mesures, défini par les gouvernements récents successifs, qui ont tous décrétés comme priorité, la lutte contre les trafics. Pour répondre à cet objectif, d'importants moyens ont été envisagés. Mais surtout, c'est un changement global de philosophie qui a émergé, avec l'association au sein de ce nouveau Service à Compétence Nationale de forces de Police, de Gendarmerie et des Douanes, le tout au sein d'un service valant sous-Direction et placé directement sous la tutelle du DCPJ.

Les premiers jours d'existence de l'OFAST ont permis de mieux cerner les contours de cette nouvelle entité anti-drogue, qui veut s'imposer comme le chef de file de la coordination et de la lutte contre les flux et les réseaux d'acheminement et de circulation de stupéfiants au niveau national et international.

Parmi les maîtres-mots employés par le ministre de l'Intérieur lors de l'inauguration de l'Office, figuraient «décloisonnement», et «partage du renseignement».

C'est sur ce fondement que reposent les deux innovations principales portées par cet OFAST : tous les services de Police Judiciaire traitant de la lutte contre les stupéfiants ont vocation à échanger leurs informations, et les forces de sécurité (Police, Gendarmerie et Douanes) vont désormais travailler de concert, sous la direction d'un binôme hybride lui aussi.

En effet, le pilotage du vaisseau OFAST est assuré par la Contrôleure générale Stéphanie Cherbonnier, et le Magistrat ancien procureur de

Bayonne, Samuel Vuelta-Simon, détaché au rang de Contrôleur général de Police.

Concrètement, l'organisation du siège de l'OFAST toujours placée à Nanterre, est désormais articulée de trois pôles, baptisés : Stratégie, Renseignement et Opérationnel ; lesquels sont respectivement placés sous l'autorité d'une Administratrice des Douanes, d'un Colonel de Gendarmerie et d'un Commissaire Divisionnaire de Police.

C'est au sein des trois pôles précités qu'ont vocation à être enregistrées, croisées, raffinées et traitées les différentes informations susceptibles de provenir de tout le territoire, notamment relayées dans le cadre des CROSS (Cellule du Renseignement Opérationnel Sur les Stupéfiants) et déployées ou en cours de déploiement, au niveau de chaque département.

Parmi les modifications structurelles d'ores et déjà programmées et censées améliorer l'efficacité du service mais aussi répondre aux nouveaux besoins générés par la désormais feuille de route, figure la création d'une section dédiée à l'appui à l'enquête, au sein de laquelle seront mis en place un GAO permanent, un groupe d'analyse financière, un groupe de cyber-infiltration, un groupe consacré à la coopération Internationale et un groupe d'analyse criminelle.

Les ressources techniques ainsi constituées seront mises au profit des groupes d'enquêtes, mais également à disposition ponctuelle des groupes disséminés au sein des 16 antennes OFAST placées sur l'intégralité du territoire national.

REJOIGNEZ LA MUTUELLE
AU SERVICE DES POLICIERS

LYRIA SANTÉ, LYRIA SALAIRE

**2 MOIS
OFFERTS**

**50€ OFFERTS
PAR ENFANT**



Offre soumise
à conditions
valable du 01/09
au 31/10/2020.*



Exemple de cocaïne saisie
en grande quantité

Outre l'arrivée d'une trentaine de gendarmes, l'OFAST a mis en place le recrutement de CEA essentiellement, mais aussi de quelques officiers afin de répondre à un objectif ambitieux d'augmentation volumétrique des troupes. L'effectif théorique au 1er janvier 2020 de 107 fonctionnaires, est censé atteindre à la fin de l'année 2022, 230 agents dans les différentes administrations concernées.

Les premiers mois d'existence de la nouvelle structure ont amené quelques résultats significatifs, notamment dans la coordination des services anti-stups du territoire et dans la mutualisation des moyens au profit du démantèlement de réseaux d'envergure, dont les enquêtes corrélatives ont permis de démontrer la porosité inter-territoires et inter-milieus des protagonistes.

Pour autant, si on ne peut que se satisfaire des volontés et ambitions claires contre tous

les trafics de stupéfiants, «de la cage d'escalier aux réseaux internationaux», il convient de rester vigilant quant à la matérialisation dans les faits des promesses de dotations accrues en moyens, qui peinent clairement à parvenir dans les services.

La priorisation de la lutte contre les trafics de stupéfiants ne doit pas rester un slogan ou un mantra ; il doit se confirmer dans les faits, avec des moyens humains, matériels, financiers, juridiques consacrés à la hauteur des enjeux.

L'OFAST, par son organisation avec une «centrale» et des antennes couvrant tous les territoires, par son ambition de recenser et exploiter sans clivage ni sectarisme tous les renseignements, et par les moyens dont elle doit disposer, a vocation à devenir le vaisseau amiral de la lutte contre les trafics de stupéfiants.

Unéo, MGP et GMF
sont membres d'
UNEOPOLE
la communauté
sécurité défense

MGP

LA MUTUELLE DES FORCES DE SÉCURITÉ

mgp.fr — 09 71 10 11 14 (numéro non surtaxé)

*Conditions dans le règlement de l'offre de rentrée disponible sur demande en agence, sur demande écrite auprès du siège administratif de la MGP (8, rue Thomas Edison - CS 90059 - 94027 CRETEIL CEDEX) ou sur mgp.fr.

Mutuelle Générale de la Police - immatriculée sous le n° 775 671 894 - Mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité 10, rue des Saussaies - 75 008 PARIS - Communication 09/2020 - Document non contractuel à caractère publicitaire.

LE CHEF CIC, un officier au cœur de l'urgence



Métier peu connu au sein de la Sécurité Publique, il représente néanmoins **près de 25 postes d'officiers** en France, pour la plupart nomenclaturés B1. Seuls 3 postes sont actuellement nomenclaturés en niveau C du fait de l'importance des structures, à savoir Lille, Marseille et Lyon.

Au-delà de ce métier méconnu, les CIC ont la particularité d'être chapeautés avec bienveillance par la Division de la Stratégie du Numérique (DSN) qui a su créer un réel lien de proximité sur tout le territoire national.

La DSN (rattachée à la sous-direction des missions de sécurité de la DCSP) participe au développement des différents logiciels (PEGASE, CORSICA, RAMSES...), effectue des audits, développe les bonnes pratiques, participe à la création de nouvelles mallettes, organise les stages et est l'interlocutrice technique privilégiée des chefs CIC.

Un séminaire d'une durée de 3 jours, appelé «regroupement des chefs CIC» a lieu tous les 2 ans et réunit tous les chefs CIC de France, quel que soit leurs grades. À cette occasion, les futurs projets sont présentés et les bonnes pratiques, d'un département à l'autre, sont échangées.

Le Trait d'Union a décidé de vous faire découvrir le métier d'un chef CIC.

RENCONTRE AVEC
LE CDT LAËTITIA JACQUEMOUD,
CHEF DU CIC
DE SEINE-ET-MARNE



Le Trait d'Union : Peux-tu nous présenter ton parcours ?

Bonjour, je m'appelle Laëticia Jacquemoud, je suis commandant de police et j'exerce la fonction de chef du Centre d'Information et de Commandement de Seine-et-Marne depuis plus d'un an.

Après avoir obtenu ma maîtrise en droit privé mention carrières judiciaires, ainsi qu'un certificat de sciences criminelles en 2001, je réussissais le concours d'officier de police et intégrais la 7^e promotion.

À ma sortie de l'ENSOP, je choissais d'exercer mes fonctions au commissariat de Chennevières-Sur-Marne (94) en Sûreté Urbaine. Mes études de droit m'avaient conduit naturellement à faire ce choix de poste, et je m'y suis épanoui pendant plusieurs années : d'abord en tant qu'**enquêteur**, ce qui m'a permis d'apprendre le rouage et les ficelles du judiciaire, puis en tant que chef SAIP. Ces années en commissariat ont été très enrichissantes. On y apprend très rapidement la polyvalence et on développe une bonne capacité à réagir dans l'urgence.



Parallèlement les week-ends, j'effectuais des permanences districales où j'avais la double casquette «officier de voie publique / officier en charge de la permanence judiciaire». Ces premières expériences de gestion de la voie publique m'ont permis d'envisager une autre facette du métier qu'était la tenue.

En septembre 2015, je devenais **adjointe au chef UIAAP** (Unité d'Intervention d'Aide et d'Assistance de Proximité) de Pontault-Combault (77). Après ces nombreuses années en service judiciaire, outre le management et la gestion humaine, je découvrais les missions de voie publique (contrôles routiers, sécurisations, manifestations...) mais également le partenariat, les relations avec les élus, les polices municipales, l'éducation nationale, les bailleurs...

En novembre 2018, à l'occasion d'une réunion syndicale, mon délégué SYNERGIE OFFICIERS m'indiquait que le poste de chef CIC 77 était vacant.

Connaissant mal le travail du CIC, je n'avais jamais envisagé ce métier. Je me suis alors renseignée auprès d'autres collègues chefs CIC et j'ai demandé à effectuer une journée en immersion.

Pressentant que ça allait me plaire, j'ai décidé de relever ce nouveau défi.





Le Trait d'Union : Peux-tu nous présenter en quelques mots les missions du CIC 77 ?

Tout d'abord, il faut savoir que le CIC est un **centre opérationnel départemental** qui met en œuvre les instructions du Directeur Départemental dans les domaines de l'ordre public, la circulation routière, la police administrative et la police judiciaire. D'ailleurs, on dit communément que **le CIC est «la voix» du Directeur**.

Il est **rattaché à l'État-Major Départemental**. J'exerce mes fonctions, à l'instar des opérateurs du CIC en tenue d'uniforme.



Centre de recueil et de traitement de l'ensemble des appels d'urgence, le CIC doit faire face à un nombre croissant d'appels quotidiens et apporter une réponse optimale aux demandes légitimes du public. Pour la Seine-et-Marne, cela représente en moyenne 700 appels par jour qui donnent lieu à 170 interventions.

Pour y répondre, le CIC comprend 52 personnels et est organisé en 4 brigades qui travaillent en

3/3 (vacation de 12 h 08). 2 brigades de renfort viennent se rajouter sur les créneaux denses d'activités (fin d'après-midi – début de soirée).

Enfin, le CIC est **un instrument de pilotage centralisé de la police d'intervention** d'urgence, du maintien de l'ordre public, de la police de prévention et d'investigation, de la police administrative et judiciaire et de la **remontée d'informations auprès des autorités hiérarchiques**.

Ainsi, **le CIC est le garant de la sécurité des effectifs sur le terrain**.



Le Trait d'Union : Peux-tu nous présenter tes missions au quotidien ?

Outre l'aspect management de l'unité, j'effectue un important **travail de contrôle qualité des appels «17» et veille à la bonne discipline des ondes radio**. En effet, j'effectue des réécoutes des appels ou des ondes afin d'améliorer la qualité des réponses faites au public et ainsi répondre aux doléances des particuliers.

Je suis en charge également **d'aviser les autorités** en cas d'événements particuliers (affaires judiciaires sensibles, troubles à l'ordre public, collègues blessés...). Je suis alors en lien direct avec le Chef EM, le DDSP et le cabinet de la Préfecture. J'avise également la DCSP via le 2912 (CIPN – Centre d'Information de la Police Nationale).

Être chef CIC, c'est avoir une **vision transversale départementale**. D'ailleurs, je suis habilitée «confidentiel défense» car j'ai aussi la charge de mettre en œuvre les PPI (Plans Particuliers d'Interventions) en cas d'accident dans un site SEVESO par exemple. Je réactualise aussi régulièrement les FAD (Fiches d'Aides à la

Décision) et je participe à la formation interne de mes collaborateurs sur les nouvelles doctrines (tueries de masse, NRBC, COP...).

C'est également un métier qui demande un **fort niveau de technicité** car il faut rapidement savoir manier de nombreux outils : logiciels informatiques, cartographies, enregistreurs, alarmes... D'ailleurs, le CIC 77 est doté depuis peu de 2 murs d'images LCD permettant d'accueillir de nombreux flux de vidéos externes et d'un flipboard facilitant la gestion d'opérations d'envergure et s'avérant être une véritable aide à la prise de décision.

Le métier de Chef CIC est passionnant du fait de l'étendue des missions et des thématiques abordées. Il s'agit d'un métier qui nécessite calme et rigueur car je suis souvent l'interlocutrice privilégiée de la hiérarchie en cas d'événement grave. Il faut savoir faire preuve d'un bon sens de l'analyse, d'un esprit de synthèse et surtout de sang-froid.



LE DÉTACHEMENT : CAS PRATIQUE



Athony JEANNE

Le détachement est la position du fonctionnaire placé hors de son corps d'origine mais continuant à bénéficier, dans ce corps, de ses droits à l'avancement et à la retraite. Le détachement est ainsi une forme de mobilité des fonctionnaires au sein de la fonction publique dont ils relèvent, ou entre les trois fonctions publiques, sur des emplois de fonctionnaires ou de contractuels. Mais au-delà des règles juridiques, le Trait d'Union vous propose d'aller à la rencontre d'Anthony Jeanne, ancien commandant de police désormais attaché d'administration au ministère de la Transition Écologique.

Anthony, il y a encore quelques mois tu étais Commandant de Police en Sécurité Publique. Aujourd'hui tu travailles pour le ministère de la Transition Écologique. Que s'est-il passé ?

Je suis de la 2^e promotion d'officiers, j'ai intégré l'institution en janvier 1997 à 24 ans.

À l'issue de ma scolarité, j'ai été affecté au commissariat de Saint-Cyr-l'École où j'ai fait mes premières armes avant d'être repéré au cours de ma première année pour intégrer le quart de nuit départemental des Yvelines. Nommé Capitaine dans ma 5^e année, j'ai fait 2 ans d'état-major en tant que chef CIC et je suis retourné sur le terrain à Poissy : 3 ans en BSU et 1 an comme chef USP par intérim puis comme adjoint. En 2011, après 12 ans de service, j'ai été assigné par la DCSP à Compiègne puisque j'avais postulé commandant «tout poste».

Si j'avais perdu le sens de la mission (l'impossibilité de faire réellement baisser la délinquance locale pour nos concitoyens, des audits stupides et une partie du personnel qui n'est plus en condition opérationnelle satisfaisante), ma direction, elle, avait piétiné le socle de valeurs qui m'a toujours guidé (l'exemplarité, le sens de l'honneur, le courage dans l'action et le courage managérial, la loyauté). J'ai estimé que le divorce était consommé et que je pouvais prétendre, à 44 ans, à ne plus être bridé.

J'ai pris la décision de servir l'État autrement. Et je ne me suis pas trompé.



À ce stade de ta carrière tu souhaites donc quitter le commissariat de Compiègne. Comment t'y prends-tu ?

Dès 2012, j'ai entamé la recherche de nouveaux postes et j'ai testé mon CV auprès de mon réseau (entreprises privées et autres administrations de l'État).

À l'issue d'un bilan de carrière avec le Conseiller Mobilité Carrière et d'un bilan de compétence effectué auprès d'un cabinet conseil, j'ai entrepris mes recherches à 360°. À l'époque, le CMC Régional commençait ce grand chantier de la reconversion et à se structurer. Aujourd'hui, je pense qu'il constitue un réel appui rassurant.

Ensuite, j'ai pris le parti de me focaliser sur la BIEP (bourse interministérielle aux emplois publics) avec des alertes sur les thématiques «administration générale», «sécurité», «défense».

J'ai donc reçu une alerte pour un poste de chef de service au sein de la DRIEA. C'est une direction régionale du ministère de la Transition Écologique et Solidaire (MTES).

NDLR : LA BIEP S'EST TRANSFORMÉE, CETTE ANNÉE, EN «PLACE DE L'EMPLOI PUBLIC» EN CONCENTRANT SUR UN SITE UNIQUE LES 3 FONCTIONS PUBLIQUES.



S'agissait-il d'une mise à disposition ou d'un détachement ?

C'était un poste de catégorie A+. Pour accéder à ces fonctions, le détachement était la meilleure solution. Puisque le corps de commandement de la police nationale n'existe pas au MTES, il faut être accueilli au sein d'un corps équivalent, voire supérieur : le corps des attachés d'administration de l'État est celui qui nous correspond. J'ai donc fait l'objet d'un détachement pour 3 ans au sein du MTES et je suis devenu un commandant de police accueilli dans le corps des AAE.

L'avantage d'un détachement est que vous faites une double carrière : alors que vous êtes accueilli dans un corps, vous bénéficiez du déroulement de carrière de celui-ci tout en gardant le déroulement de votre corps d'origine. Si j'avais pris la décision de réintégrer, j'aurais pu prétendre au grade de commandant divisionnaire.

Tous les héros doivent pouvoir porter un masque



PROLONGATION DU REMBOURSEMENT

INTÉRIALE LES REMBOURSE

Les adhérents de la mutuelle INTÉRIALE s'engagent au service des autres. Pour nous, ce sont des héros. Policiers nationaux et municipaux, agents des collectivités et de l'État, agents des préfectures, sapeurs-pompiers, magistrats, gendarmes, enseignants, surveillants pénitentiaires... Depuis des mois, des millions de femmes et d'hommes se mobilisent, en ne ménageant aucun effort, pour notre bien commun, le service public...
Leur engagement est total. Notre gratitude et notre confiance le sont tout autant. C'est pour cette raison que la mutuelle INTÉRIALE a décidé de rembourser 10 € de masques (jetables ou lavables) à chacun de ses adhérents sur simple transmission d'une facture*.

interiale.fr/herosmasques



À partir du moment où ta candidature est retenue, comment se passe cette passerelle sur le plan administratif et combien de temps cela a pris pour intégrer tes nouvelles fonctions ?

Les démarches ont débuté en décembre 2015 pour une prise de fonction en septembre 2016.

J'ai donc pris ce poste en détachement. À l'issue du second entretien, mon futur directeur m'a positionné en 1 sur la PM 104 que j'avais rempli (c'est le formulaire de demande de mobilité). Ma candidature (PM 104, lettre de motivation, CV) a constitué l'essentiel du dossier qui a été étudié à la CAP de mutation.

J'ai donc reçu un avis favorable en juin 2016 «sous réserve du plafond d'emploi».

NDLR : IL S'AGIT DU TRANSFERT DE LA MASSE SALARIALE, CHAQUE MINISTÈRE PEUT RECRUTER À HAUTEUR D'UNE ENVELOPPE BUDGÉTAIRE À NE PAS DÉPASSER.

Une fois l'accord obtenu (c'est une discussion entre les DRH à laquelle nous ne sommes pas associés, et quand la décision tarde vous ruminerez...), le MI m'a donc détaché pour une durée de 3 ans (jusqu'en août 2019), en me demandant de faire un choix 3 mois avant la fin de l'échéance : soit réintégrer le corps des officiers de police (le ministère vous propose 3 postes vacants) soit de ne pas réintégrer.

J'ai fait ce second choix.

Tu sembles aujourd'hui t'épanouir dans ce nouveau métier. Quel est-il exactement ?

Je suis le chef du service d'éducation et de sécurité routière des Hauts-de-Seine : nous sommes rattachés à l'échelon central de la délégation à la sécurité routière (DSR) du ministère de l'Intérieur. En Île-de-France, cette mission est confiée à la DRIEA (direction régionale interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement), mon service est intégré au sein de l'unité départementale qui comprend le service urbanisme et le service d'aménagement (très impliqué dans le projet de la métropole du Grand Paris).

Avec 37 agents de toutes catégories il comprend :

- **L'éducation routière** : avec 2 délégués au permis de conduire (de catégorie A), 24 inspecteurs et 5 agents de la Poste (fonctionnaires ou contractuels) nous effectuons 30 000 examens par an (permis B, A2, C, D, CE, DE). Nous avons également un plan de contrôle des auto-écoles et des centres de récupérations de points (210 établissements au total). Nous utilisons la mise en place de la labellisation (certification de la qualité de formation des écoles de conduite) pour entretenir des liens de proximité et de conseils.

L'organisation des examens des permis de conduire s'effectue sur 4 centres d'examen répartis sur le département des Hauts-de-Seine.

- **La coordination sécurité routière** : c'est le volet prévention de la sécurité routière en travaillant en réseau avec des associations de spécialistes pour les municipalités, les collèges, les lycées, les CFA et AFPA. Cette année, on se concentre notamment sur le risque routier professionnel. Nous travaillons avec la CNAM et la DIRRECTE (inspection du travail) pour conseiller les entreprises à instaurer des règles de bonnes pratiques afin de réduire les accidents de la route liés aux déplacements professionnels. Les Hauts-de-Seine sont riches des principaux sièges



sociaux de grandes sociétés. Nous avons déjà engagé les démarches avec IBM et Dassault par exemple.

Nous avons des simulateurs et des appareils spécialisés ainsi que diverses documentations à disposition pour nos 25 intervenants départementaux de sécurité routière dont des policiers nationaux et municipaux.

- **L'infrastructure routière** : avec notamment le suivi du plan de modernisation des tunnels du complexe d'affaires de la Défense. Avec les services de l'unité (urbanisme et aménagement) et les autres services de l'État, nous suivons les examens périodiques de sécurité des tunnels et conseillons le préfet quant aux arrêtés d'exploitations qu'il signe pour 6 ans. La Défense étant le 4^e centre d'affaires du monde, la sûreté des 35 kms de tunnel est l'un de nos enjeux pour ce périmètre d'intérêt national. Cette année, nous sommes également engagés avec la SNCF pour la sécurisation des passages à niveaux dangereux et les ouvrages d'art (notamment à la suite de l'écroulement du viaduc de Gènes en Italie). Mes interlocuteurs sont variés et souvent de haut niveau. Même si je n'ai pas vocation à être un expert en matière d'infrastructure, je me dois d'en connaître les impératifs techniques (par exemple la résistance au feu des structures)

- En tant que chef de service, je me suis perfectionné aux questions de la gestion territoriale des crises majeure à l'INHESJ. À ce titre je participe aux cellules de crise en COD.

Pour remplir l'ensemble de ces missions, je dispose d'un budget propre à hauteur de 300 K euros que je gère de façon autonome. C'est une marge de manœuvre importante.



Tu as demandé ton intégration dans le corps des attachés, comment cela s'est-il passé ?

Lorsque vous êtes en détachement, vous demandez à intégrer le corps qui vient de vous accueillir. Vous faites un rapport, votre direction fait le sien et la CAP «intégration et promotion» en décide. La démarche est assez simple.

Pour l'anecdote, les personnels «sécurité routière» du MTES n'ayant pas encore fait l'objet d'un transfert en gestion ont fait l'objet de 2 vagues de «décroisement» en 2018 et 2019. Tout en restant au sein de la DRIEA, me voilà de retour au ministère de l'Intérieur... Mais comme attaché principal.



D'une façon générale, est-ce facile ou un parcours du combattant ?

Pour moi cela a constitué un parcours du combattant car il a fallu taper à plusieurs portes avant de trouver l'information fiable. Aujourd'hui, avec les CMC, je sais qu'ils œuvrent pour cibler correctement en fonction des compétences et acquis de chacun.

Ce détachement et ces changements de ministères, ont-ils eu un impact sur ta rémunération ?

Sur le plan financier, le corps d'AAE est un corps administratif de 25 000 agents qui a obtenu le GRAF il y a déjà quelques années. La réforme du régime indemnitaire a instauré la RIFSEEP composée de l'IFSE (équivalent de l'allocation de service des commissaires) et le CIA (complément indemnitaire annuel avec prime de fin d'année supérieure de 30 %). Pour être schématique, en trois ans je serai passé de l'indice 734 en partant à 793. Il y a donc une réelle progression et pas de rupture.

NDLR : ATTENTION, LES MINISTÈRES ONT DES NIVEAUX DE RÉMUNÉRATION QUI PEUVENT VARIER SIGNIFICATIVEMENT (C'EST UN CIGEM, À SAVOIR UN CORPS INTERMINISTÉRIEL À GESTION MINISTÉRIELLE). AU COURS DES ENTRETIENS, IL CONVIENT DE DEMANDER LA COTATION DU POSTE ET UNE SIMULATION DE FICHE FINANCIÈRE POUR COMPARER.

Quelles sont tes perspectives de carrière ?

Aujourd'hui, je n'ai plus de plafond de verre, tout est ouvert : je peux prévoir un plan de carrière comme une seconde jeunesse ! Et avec le soutien réel de ma direction. Comme c'est un corps interministériel, je peux postuler partout : gestionnaire d'un lycée, attaché au ministère de la Défense, gendarmerie, police (!)... Je serai attentif à la publication des postes.

Tu sembles épanoui. Que conseilles-tu à celles et ceux qui veulent franchir le pas ?

En effet, je confirme que je suis épanoui dans mes nouvelles fonctions parce que je suis, à 46 ans, en situation d'un réel progrès de mon plein potentiel, notamment sur le fait d'appliquer mes principes de management comme j'ai toujours voulu les exercer. Je m'efforce au quotidien de ressembler aux chefs que j'aurai voulu avoir : j'entends par là que je me dois de montrer l'exemple, de créer du lien et de protéger «le groupe». Je suis très à l'aise avec des personnels variés, de recrutement

et de profil différents : ma directrice est ingénieur en chef des ponts, eaux et forêts, son adjointe est administratrice civile. À mon arrivée, mon coordinateur sécurité routière était un capitaine de l'armée de terre officier en fin de contrat (OSC), expert en communication pour le CEMA (le chef d'état-major des armées).

Aux collègues qui m'interrogent souvent, je leur dis de ne pas avoir peur de franchir le pas à condition de bien préparer les choses notamment avec ses proches. Un changement de poste implique une mutation géographique qui constitue souvent le premier frein et entretient le mal-être. J'ai trop souvent entendu « je ne sais rien faire d'autre que policier » alors que parce que vous êtes policier, vous êtes capable de vous adapter.

Contrairement à l'autodénigrement de la majorité des collègues, le fait d'être officier est un atout car vous aurez un *a priori* positif. Nous avons des profils recherchés car nous avons une bonne capacité d'adaptation et nous sommes «résiliants». Notre capacité de résistance à l'adversité est un atout. Les valeurs que nous portons (éthique, intégrité, engagement, sens du service) sont appréciées des recruteurs.

Un détachement est souvent une riche expérience. Si cela ne vous convient pas vous avez le choix de revenir dans votre corps d'origine et vous n'aurez pas eu d'interruption de carrière dans celui-ci.

C'est une belle garantie pour faire preuve d'audace.

Quand on sait qu'on enseigne aux étudiants d'Harvard comment préparer sa seconde carrière après 40 ans comme un passage obligé, je ne vois pas pourquoi les collègues se cachent alors qu'on les cherche !



Connaissez-vous vraiment la Police ? Découvrez l'histoire contemporaine et populaire de cette institution au travers de ses témoignages, uniformes, matériels et véhicules. Grâce à nos partenaires de l'Amicale Police et Patrimoine, vous retrouverez désormais dans chaque numéro du Trait d'Union une chronique historique pour mieux comprendre la maison Police.

SOUVENONS-NOUS : les véhicules de fourrière à la Préfecture de Police de Paris



Mais la locution «mettre en fourrière» a pris de l'extension, et elle se dit en parlant de tous les objets dont la conservation nécessite des soins. Maintenant, d'où vient «fourrière» ? Voilà

Que veut dire tout d'abord l'expression «mettre une voiture en fourrière» ? Le mot «fourrière» est un terme de jurisprudence qui désigne le milieu où l'on retient les chevaux, les vaches, les voitures, etc. qui ont été saisis, jusqu'au paiement des dommages, amendes, etc. Ce mot a le sens d'écurie.

un extrait du «Romant du Renart», où il lui est donné le sens de pâturage « Que nul ne voise [aille] soier [couper] ne prendre herbe ès bois ne ès forières d'autrui. »

Paille se disant «feurre», dans le patois berri-chon on pense que ce doit être l'étymologie de «fourrière».

Maintenant, intéressons-nous aux véhicules qui ont permis de mettre en œuvre cette activité à Paris ; étant entendu qu'en province, c'étaient les Maires et leurs police municipales qui géraient cette activité d'une façon ponctuelle (véhicules gênants ou accidentés) en confiant la prestation au garagiste local.

Dans la capitale, compte tenu du nombre de véhicules en circulation et stationnement, le besoin de contrôler leurs flux d'une façon institutionnelle est apparu juste après-guerre. À partir de 1949, date de la création de la Direction des Services Techniques, ont été utilisés comme premiers véhicules tracteurs, des «Scout Car» provenant directement des stocks laissés par les libérateurs. On utilisait une remorque constituée de deux longerons et équipée de petites roues jumelées à l'arrière, que les fonctionnaires glissaient, au prix de nombreuses manipulations, sous la voiture à enlever.



Attentat du Petit Clamart

ina.fr



En 1950 est apparue la Renault Colorale, utilisée en version pick-up bâchée. Pendant quinze ans, cette voiture, increvable d'après nos anciens, a procédé à des milliers d'enlèvements, vers la première préfourrière qui était installée à Pantin. Elle s'est également illustrée en rapatriant, après l'attentat du petit Clamart, la DS du Général au quai des orfèvres pour investigations. Elle était si connue des parisiens que le fabricant de miniature CIJ en a fait une reproduction au 1/43 qui coûte de nos jours une fortune.

À partir de 1970, des fourgons Renault de type 2065 ont pris la suite, ainsi que des «Castors» : châssis «Sinpar» sur une carrosserie d'estafette, pour les connaisseurs. Lors de l'apparition des premières grues sur camion de type «Morini», s'en fut fini des attelages et aussi des enlèvements de véhicules «génants» pour devenir le business que l'on connaît.

Mais ceci est une autre histoire.

NDLR : avec le mécénat de la société PARC Auto, à Limeil-Brevannes, l'Amicale Police et Patrimoine a pu présenter une magnifique reconstitution de

la mythique Colorale au Mondial de l'automobile 2016. Elle est aussi visible sur certaines de ses expositions.

Pour en savoir plus, vous pouvez vous rendre sur le site internet de l'Amicale Police Patrimoine : <http://www.amicale-police-patrimoine.fr>

Dominique CHAGROT

Président de l'Amicale Police et Patrimoine



LU pour vous

CHARLES PRATS

CARTEL DES FRAUDES

ALLOCS, CARTES VITALE, AME : LES RÉVÉLATIONS D'UN MAGISTRAT
SUR LE SCANDALE DES 50 MILLIARDS ANNUELS DE FRAUDE SOCIALE

RING

DANS LES COULISSES DU CASSE DU SIÈCLE

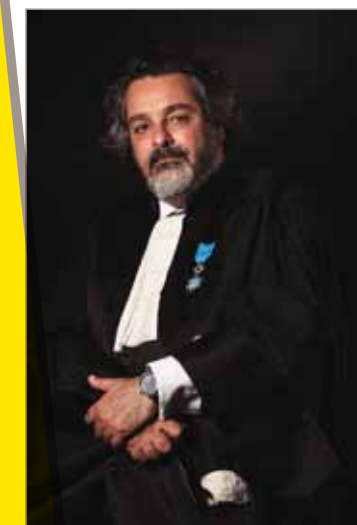
Jamais, depuis la Seconde Guerre mondiale, la France n'a traversé une telle crise politique, sociale, morale et financière. La pandémie de coronavirus a fini d'achever les finances publiques du pays, conduisant l'État à une incapacité de réagir efficacement dès le début d'une crise majeure.

Charles Prats, magistrat qui fut en charge au niveau national de la coordination de la lutte contre les fraudes fiscales et sociales, nous livre une explication : 5 millions de fantômes bénéficiant indûment des prestations sociales françaises représentant des dizaines de milliards d'euros volés chaque année...

Le juge Prats, en brochant le catalogue des fraudes sociales qui gangrènent notre pays, prononce un réquisitoire cinglant, étayé de documents et rapports d'État édifiants occultés depuis des années : comment « Abu Allocs », un des fondateurs belges de Daech en Syrie, est venu s'inscrire frauduleusement à la Sécu en France ; comment nous avons plusieurs centaines de titulaires de cartes Vitale actives âgés de plus de cent-vingt ans ; comment les retraités fantômes à l'étranger nous volent des fortunes ; comment un tiers des 21 millions de personnes nées à l'étranger et immatriculées à la Sécu l'auraient été sur la base de faux documents ; comment, finalement, l'État reconnaît du bout des lèvres à l'été 2020 qu'il ne connaît pas l'identité de près de 2,5 millions de bénéficiaires de prestations sociales dans notre pays.

À l'heure des hausses des impôts et taxes imposées à tous les citoyens pour relever la nation, une urgence absolue : reprendre l'argent public de la poche des fraudeurs avant de chercher à en prendre plus dans celle des contribuables français.

Charles Prats est aujourd'hui vice-président au tribunal de Paris après avoir été inspecteur des douanes, juge d'instruction et magistrat chargé de la lutte contre les fraudes fiscales et sociales au ministère des Finances.



Charles PRATS

RING



ISBN-978-2-37934-009-3 18 €

REMUNERATIONS MOYENNES MENSUELLES DES FONCTIONNAIRES DU CORPS DE COMMANDEMENT EN POSTE EN ILE DE FRANCE AU 1^{ER} JANVIER 2020

GRADE	ECHOLON	INDICE MAJORES	TRAITEMENT INDICIAIRE	IR 3%	IND DIFFERENT SMIC	ISSP	NBI	IRP-OF BASE	COMPLEMENT RTT	IND POSTE DIFFICILE
COMMANDANT DIVISIONNAIRE FONCTIONNEL	E.S.	821	3 847,23	115,42	-	904,10	187,44	413,00	56,67	14,11
	3e	806	3 776,94	113,31		887,58	187,44	413,00	56,67	14,11
	2e	756	3 542,63	106,28		832,52	187,44	413,00	56,67	14,11
	1er	725	3 397,37	101,92		798,38	187,44	413,00	56,67	14,11
COMMANDANT DIVISIONNAIRE	E.S.	821	3 847,23	115,42		904,10		600,00	56,67	14,11
	3e	806	3 776,94	113,31		887,58		600,00	56,67	14,11
	2e	756	3 542,63	106,28		832,52		600,00	56,67	14,11
	1er	725	3 397,37	101,92		798,38		600,00	56,67	14,11
COMMANDANT DE POLICE	5e	756	3 542,63	106,28		832,52		413,00	56,67	14,11
	4e	716	3 355,19	100,66		788,47		413,00	56,67	14,11
	3e	680	3 186,50	95,59		748,83		413,00	56,67	14,11
	2e	645	3 022,49	90,67		710,28		413,00	56,67	14,11
	1er	612	2 867,85	86,04		673,94		413,00	56,67	14,11
CAPITAINE DE POLICE	E.E.	702	3 289,59	98,69		904,64		378,00	56,67	14,11
	10e	673	3 153,69	94,61		867,27		378,00	56,67	14,11
	9e	638	2 989,68	89,69		822,16		378,00	56,67	14,11
	8e	605	2 835,05	85,05		779,64		378,00	56,67	14,11
	7e	575	2 694,46	80,83		740,98		378,00	56,67	30,35
	6e	545	2 553,88	76,62		702,32		378,00	56,67	30,35
	5e	513	2 403,93	72,12		661,08		378,00	56,67	30,35
	4e	480	2 249,29	67,48		641,05		378,00	56,67	30,35
	3e	450	2 108,71	63,26		600,98		378,00	56,67	30,35
	2e	430	2 014,99	60,45		574,27		378,00	56,67	30,35
	1er	410	1 921,27	57,64		547,56		378,00	56,67	30,35
	stagiaire	334	1 565,13	46,95		156,51		143,00	56,67	30,35
	élève	317	1 485,47	44,56	53,95	148,55				

IND SUJ EXCEPT	IND CSG MINIMA	Transfert prime-point	PENSION CIVILE	PENSION CIVILE ISSP	PENSION CIVILE NBI	RDS	CSG	RAFP	TRAITEMENT NET MENSUEL
85,75	46,97	-32,42	427,04	204,92	20,81	27,70	509,64	34,98	4 413,18
85,75	46,22	-32,42	419,24	200,89	20,81	27,26	501,54	34,83	4 344,04
85,75	43,73	-32,42	393,23	188,87	20,81	25,79	474,52	34,36	4 112,14
85,75	42,19	-32,42	377,11	180,69	20,81	24,88	457,77	33,97	3 969,18
85,75	46,96	-32,42	427,04	204,92		27,70	509,60	38,47	4 430,09
85,75	46,22	-32,42	419,24	200,89		27,26	501,50	37,77	4 361,51
85,75	43,73	-32,42	393,23	188,87		25,79	474,48	35,43	4 131,47
85,75	42,18	-32,42	377,11	180,69		24,88	457,73	33,97	3 989,59
85,75	42,16	-32,42	393,23	188,87		24,86	457,44	34,28	3 962,02
85,75	40,17	-32,42	372,43	178,52		23,69	435,82	33,55	3 777,59
85,75	38,37	-32,42	353,70	169,82		22,63	416,37	31,86	3 612,02
85,75	36,63	-32,42	335,50	161,23		21,60	397,46	30,22	3 451,18
85,75	34,99	-32,42	318,33	152,84		20,63	379,63	28,68	3 299,82
85,75	40,28	-32,42	365,14	192,66		23,75	437,06	32,05	3 784,64
85,75	38,79	-32,42	350,06	184,68		22,87	420,90	31,54	3 646,43
85,75	36,99	-32,42	331,85	174,84		21,81	401,39	29,90	3 480,85
85,75	35,30	-32,42	314,69	165,83		20,81	383,00	28,35	3 324,47
85,75	33,89	-32,42	299,09	157,75		19,99	367,75	26,94	3 197,00
85,75	32,35	-32,42	283,48	149,67		19,08	351,03	25,54	3 054,72
85,75	30,71	-32,42	266,84	140,76		18,11	333,19	24,04	2 903,24
85,75	29,20	-32,42	249,67	131,75		17,22	316,85	22,49	2 767,38
85,75	27,65	-32,42	234,07	123,67		16,30	300,00	21,09	2 623,82
85,75	26,61	-32,42	223,66	117,87		15,69	288,77	20,15	2 528,53
85,75	25,58	-32,42	213,26	112,69		15,08	277,53	19,21	2 432,61
85,75	17,51		173,73	55,00		10,33	189,99	15,65	1 657,18
	14,10		164,89	52,62		8,58	157,88	5,63	1 357,03

REMUNERATIONS MOYENNES MENSUELLES DES FONCTIONNAIRES DU CORPS DE COMMANDEMENT EN POSTE EN PROVINCE AU 1^{ER} JANVIER 2020

GRADE	ECHOLON	INDICE MAJORES	TRAITEMENT INDICIAIRE	IND DIFFERENT SMIC	ISSP	NBI	IRP-OF BASE	COMPLEMENT RTT
COMMANDANT DIVISIONNAIRE FONCTIONNEL	E.S.	821	3 847,23	-	904,10	187,44	413,00	56,67
	3e	806	3 776,94	-	887,58	187,44	413,00	56,67
	2e	756	3 542,63	-	832,52	187,44	413,00	56,67
	1er	725	3 397,37	-	798,38	187,44	413,00	56,67
COMMANDANT DIVISIONNAIRE	E.S.	821	3 847,23	-	904,10		600,00	56,67
	3e	806	3 776,94	-	887,58		600,00	56,67
	2e	756	3 542,63	-	832,52		600,00	56,67
	1er	725	3 397,37	-	798,38		600,00	56,67
COMMANDANT DE POLICE	5e	756	3 542,63	-	832,52		413,00	56,67
	4e	716	3 355,19	-	788,47		413,00	56,67
	3e	680	3 186,50	-	748,83		413,00	56,67
	2e	645	3 022,49	-	710,28		413,00	56,67
	1er	612	2 867,85	-	673,94		413,00	56,67
CAPITAINE DE POLICE	E.E.	702	3 289,59	-	904,64		378,00	56,67
	10e	673	3 153,69	-	867,27		378,00	56,67
	9e	638	2 989,68	-	822,16		378,00	56,67
	8e	605	2 835,05	-	779,64		378,00	56,67
	7e	575	2 694,46	-	740,98		378,00	56,67
	6e	545	2 553,88	-	702,32		378,00	56,67
	5e	513	2 403,93	-	661,08		378,00	56,67
	4e	480	2 249,29	-	641,05		378,00	56,67
	3e	450	2 108,71	-	600,98		378,00	56,67
	2e	430	2 014,99	-	574,27		378,00	56,67
	1er	410	1 921,27	-	547,56		378,00	56,67
	stagiaire	334	1 565,13	-	156,51		143,00	56,67
	élève	317	1 485,47	53,95	148,55			

COMPENSATION CSG MINIMA	Transfert prime-point	PENSION CIVILE	PENSION CIVILE ISSP	PENSION CIVILE NBI	RDS	CSG	RAFP	TRAITEMENT NET MENSUEL
45,16	-32,42	427,04	204,92	20,81	26,63	490,02	24,12	4 227,63
44,43	-32,42	419,24	200,89	20,81	26,20	482,11	24,08	4 160,31
42,00	-32,42	393,23	188,87	20,81	24,77	455,73	23,96	3 934,47
40,49	-32,42	377,11	180,69	20,81	23,88	439,38	23,89	3 795,18
45,16	-32,42	427,04	204,92		26,63	489,98	33,47	4 238,68
44,43	-32,42	419,24	200,89		26,20	482,07	33,43	4 171,37
42,00	-32,42	393,23	188,87		24,77	455,69	33,31	3 945,52
40,49	-32,42	377,11	180,69		23,88	439,34	33,24	3 806,23
40,43	-32,42	393,23	188,87		23,84	438,65	23,88	3 784,35
38,48	-32,42	372,43	178,52		22,69	417,55	23,79	3 604,42
36,73	-32,42	353,70	169,82		21,66	398,56	23,70	3 441,87
35,03	-32,42	335,50	161,23		20,66	380,09	23,61	3 283,96
33,43	-32,42	318,33	152,84		19,71	362,69	23,53	3 135,36
38,61	-32,42	365,14	192,66		22,77	418,97	22,04	3 613,51
37,16	-32,42	350,06	184,68		21,91	403,17	21,97	3 478,57
35,40	-32,42	331,85	174,84		20,88	384,11	21,88	3 315,93
33,74	-32,42	314,69	165,83		19,90	366,14	21,80	3 162,32
32,24	-32,42	299,09	157,75		19,01	349,80	21,72	3 022,56
30,73	-32,42	283,48	149,67		18,12	333,47	21,65	2 882,79
29,13	-32,42	266,84	140,76		17,18	316,04	21,57	2 734,00
27,66	-32,42	249,67	131,75		16,31	300,12	21,50	2 600,90
26,14	-32,42	234,07	123,67		15,42	283,65	21,09	2 460,19
25,13	-32,42	223,66	117,87		14,82	272,67	20,15	2 367,46
24,12	-32,42	213,26	112,69		14,22	261,70	19,21	2 274,11
16,14		173,73	55,00		9,52	175,13	10,79	1 513,29
13,73		164,89	52,62		8,36	153,82	3,38	1 264,67

**SYNERGIE
OFFICIERS**

Valeur du point d'indice au 01/01/2020 : 4,6860

NB : Ajouter au traitement des commandants divisionnaires
fonctionnels la NBI de 40 points

ET SI VOUS NOUS FAISIEZ CONFIANCE
COMME NOS 3,2 MILLIONS DE SOCIÉTAIRES.

-10%*

SUR VOTRE ASSURANCE AUTO

OFFRE RÉSERVÉE
AUX ADHÉRENTS MGP

-20%**

SUR VOTRE ASSURANCE
AUTO, HABITATION,
ACCIDENTS & FAMILLE
OU PROTECTION JURIDIQUE

Retrouvez nos offres
sur gmf.fr/police

**GMF 1^{ER} ASSUREUR
DES AGENTS DU SERVICE PUBLIC**



ASSURÉMENT HUMAIN

GMF 1^{er} assureur des Agents du Service Public : selon une étude Kantar TNS de mars 2019.

*Offre réservée aux Agents du Service Public, personnels des métiers de la Police, la 1^{ère} année, à la souscription d'un contrat d'assurance AUTO PASS, valable jusqu'au 31/12/2020. Offre non cumulable avec toute offre en cours. **Réduction appliquée la 1^{ère} année pour toute souscription entre le 01/01/2020 et le 31/12/2020 d'un 1^{er} contrat AUTO PASS ou habitation DOMO PASS ou AMPHI PASS ou Accidents & Famille ou Protection Juridique en tant qu'adhérent MGP. Offre non cumulable avec toute offre en cours. En cas d'offre spéciale GMF, application de l'offre la plus avantageuse.

Les conditions, garanties et limites de nos contrats AUTO PASS, habitation DOMO PASS ou AMPHI PASS, Accidents & Famille ou Protection Juridique ainsi que les conditions de nos offres sont disponibles en agence GMF. Les Conditions Générales et les Conventions d'assistance de ces contrats sont consultables sur gmf.fr

LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES et employés de l'État et des services publics et assimilés - Société d'assurance mutuelle - Entreprise régie par le Code des assurances - 775 691 140 R.C.S. Nanterre - APE 6512Z - Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret. **GMF ASSURANCES** - Société anonyme au capital de 181 385 440 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - R.C.S. Nanterre 398 972 901 - Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret. **Covéa Protection Juridique** - Société anonyme d'assurance au capital de 88 077 090,60 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - 442 935 227 R.C.S. Le Mans APE 6512Z - Siège social : 33 rue de Sydney - 72045 Le Mans Cedex 2.



MGP

« Cette solution est pensée et développée pour protéger les forces de sécurité et leur famille. »

Unéo, MGP et GMF sont membres d'**UNEOPOLE** la communauté sécurité défense

ADHÉSION 2020



BULLETIN D'ADHESION 2020



MATRICULE : _____ N O M : _____ PRENOM : _____

Grade : _____ Date de naissance : _____

Date de nomination : _____ Adresse domicile : _____

Direction : _____

Service d'affectation : _____ Portable : _____

Adresse professionnelle : _____

Téléphone : _____

RECEVEZ NOS PUBLICATIONS

E-mail prof. : _____

E-mail personnel : _____

GRADES	COTISATION (1) SYNERGIE- OFFICIERS	COTISATION (2) avec adhésion CFE-CGC	Règlement par prélèvement automatique	
			(1)	(2)
Elève	20 €	---	---	---
Stagiaire	20 €	90 €	---	---
LIEUTENANT CAPITAINE	85 € 115 €	155 € 185 €	7,60 € 10,10 €	13,40 € 15,90 €
COMMANDANT	140 €	210 €	12,20 €	18,00 €
COMMANDANT DIVISIONNAIRE & DIVISIONNAIRE FONCTIONNEL	160 €	230 €	13,85 €	19,70 €
Retraité	50 €	110 €	4,60 €	9,50 €
Veuve	15 €	---	---	---

NOTA : la cotisation syndicale est déductible de l'impôt sur les revenus à hauteur de 66% de son montant.

Exemples de montants restant à la charge de l'adhérent après déduction fiscale : Lieutenant 26 €, Capitaine 38 €, Commandant 46 €.

La cotisation annuelle de SYNERGIE-OFFICIERS est exigible en début d'année, elle comprend obligatoirement : l'abonnement au Trait d'Union (10 €), la cotisation syndicale, l'assurance décès de l'adhérent, (y compris hors service) fonctionnaire de Police actif ou retraité, à jour de cotisation au 31 mars, qui sera réglée à l'ayant droit légal ou désigné nommément par lui.

Le prélèvement automatique : Joindre une autorisation de prélèvement SEPA datée et signée accompagnée d'un RIB.

Les sommes indiquées, sont calculées pour un échelonnement sur 12 mois et sont valables pour une adhésion avant le 15 janvier.

Le renouvellement d'adhésion s'opère automatiquement par tacite reconduction.

Pour une adhésion, ou un renouvellement d'adhésion en cours d'année, après un 1^{er} prélèvement d'ajustement calculé en fonction du nombre de mois écoulés, le montant de la mensualité reste ensuite identique jusqu'au 31 décembre.

Toute adhésion souscrite en cours d'année est due dans son intégralité.

Fait à _____

Le _____

Signature _____

SYNERGIE-OFFICIERS

3 boulevard du Palais, 75004 PARIS - 01 40 13 02 85 - bureau.national@synergie-officiers.com
(affilié CFE-CGC)

**RETROUVEZ TOUTE L'ACTUALITÉ DES OFFICIERS
SUR NOTRE COMPTE TWITTER
@PoliceSynergie**

NOUVEAU

twitter

**ET SUR NOTRE SITE INTERNET
www.synergie-officiers.com**



SYNERGIE-OFFICIERS

03 boulevard du palais 75004 PARIS

01-40-13-02-85

bureau.national@synergie-officiers.com

twitter : @PoliceSynergie